

HÉROÏNE MALGRÉ ELLE

Seconde femme nommée cheffe du gouvernement britannique, après Margaret Thatcher, la nouvelle hôtesse du 10 Downing Street est une redoutable négociatrice.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL,
MARC EPSTEIN

A l'heure des chaînes d'information continue, des réseaux sociaux et des sondages instantanés, est-il possible de mener une carrière politique sans entretenir le buzz ? En 2016, peut-on devenir ministre ou chef de gouvernement sans fréquenter les clubs huppés, les dîners en ville et la buvette du Parlement ? Le parcours de Theresa May, devenue Première ministre britannique le 13 juillet, moins d'un mois après qu'une majorité de Britanniques eut approuvé la sortie de leur pays de l'Union européenne, semble le prouver.

Ministre de l'Intérieur pendant six ans, record inégalé, elle s'est toujours tenue à l'écart des complots et des intrigues de couloir qui occupaient tant les amis de son prédécesseur démissionnaire, David Cameron, ces messieurs plus jeunes qu'elle et qui ont souvent fréquenté les écoles de l'élite anglaise, telles Eton ou Harrow. Tandis que ses rivaux s'épuisaient à attirer vers eux les feux des projecteurs, elle est apparue comme la candidate la plus crédible pour diriger le pays ; son nom s'est imposé comme une évidence, sans qu'elle mène une campagne acharnée. Ce n'est sans doute pas un hasard. Si Theresa May aime porter des chaussures léopard devant les photographes, elle opère à la manière d'un boa constrictor. Avec méthode et détermination.

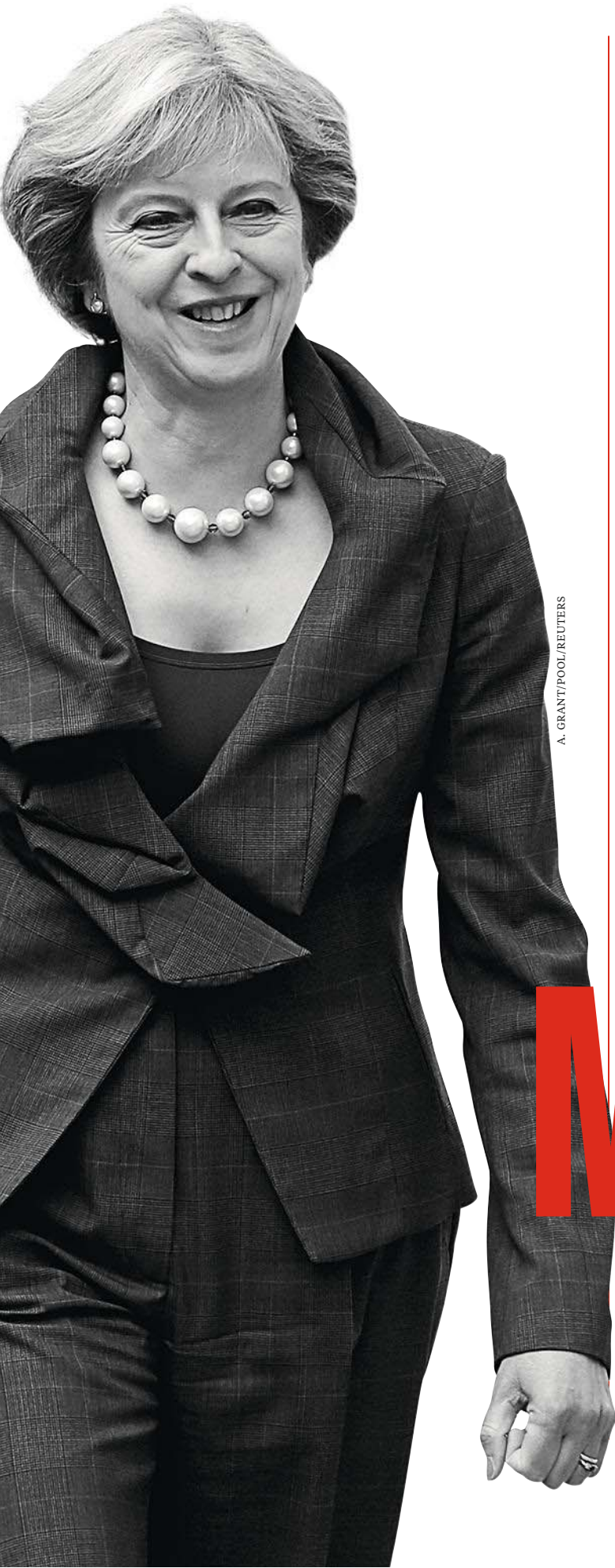
A 60 ans, réputée sérieuse au point de paraître terne, elle est souvent décrite comme « *a safe pair of hands* », autrement dit, une personne de confiance. « Theresa avance avec précaution et n'en dit jamais trop », souligne Owen Paterson, un député conservateur favorable au Brexit, qui fut ministre à son côté. « Elle cache son jeu avec soin, ajoute-t-il. Ses premières annonces sont encourageantes, mais nous ignorons toujours ce qu'elle compte faire. » L'un de ses anciens

conseillers au ministère de l'Intérieur est d'accord : « C'est une boxeuse qui ne baisse jamais la garde. Toujours sur la défensive, elle ne laisse pas passer les coups et parvient à épuiser ses adversaires. » Son habileté peut frôler la duplicité : depuis qu'elle a pris les clefs de Downing Street, la chef du gouvernement fustige « l'élite internationale » et se pose en championne du Brexit ; quelques semaines avant le référendum, pourtant, devant un public de banquiers de la City, elle vantait, en toute discrétion, les « avantages indéniables » à rester membre de l'Union européenne.

L'incertitude horripile les milieux d'affaires

A l'image de Theresa May elle-même, qui semble partagée sur la marche à suivre, le pays demeure profondément divisé sur la question du Brexit – riches contre pauvres, jeunes contre vieux, le grand Londres contre le reste de l'Angleterre... Comme l'affaire Dreyfus, dans la France de la fin du XIX^e siècle, le résultat du scrutin du 23 juin est devenu une ligne de faille qui traverse toute la société, au point de déchirer les membres d'une même famille et de briser des amitiés anciennes : « J'ai cessé de voir trois de mes copines les plus proches, confie une Allemande installée à Londres depuis une vingtaine d'années. Du jour au lendemain, elles m'ont considéré comme une étrangère. » Pour le royaume, la crise est devenue existentielle, à présent que les nationalistes écossais menacent de faire sécession. Et l'incertitude horripile les milieux d'affaires et la finance : tandis que la livre sterling a atteint, il y a quelques semaines, son plus bas niveau depuis trente et un ans face au dollar, certains économistes prédisent que 35 000 emplois pourraient bientôt quitter la City, premier centre financier d'Europe et élément clef de l'économie nationale. Une catastrophe dans cette « nation de boutiquiers », selon la formule de Napoléon, où le politique a presque toujours été au service du business. Theresa May aura besoin de tous ses talents de négociatrice pour mener le navire britannique à bon port. Mais qui est-elle, au juste ? Et que veut-elle ?

En Allemagne, les journalistes l'ont surnommée l'« Angela Merkel d'Angleterre ». Comme la chancelière, cette fille unique d'un pasteur a grandi dans un presbytère, à l'écart des grandes villes, lycéenne studieuse et appliquée. Passée par l'école publique, Theresa Brasier entreprend, à Oxford, des études de géographie – une matière honorable, mais qui ne prépare guère aux grands destins politiques. A l'université, elle rencontre son futur mari lors d'une soirée dansante organisée par le Parti conservateur.



A. GRANT/POOL/REUTERS

Sa vie en 7 dates

1956 Naissance, le 1^{er} octobre, à Eastbourne (côte sud de l'Angleterre).

1974 Etudie la géographie à l'université d'Oxford.

1977-1983 Banque d'Angleterre.

1997 Elue députée de Maidenhead.

2002 Première femme élue à la présidence du Parti conservateur.

2010 Nommée ministre de l'Intérieur après la victoire de David Cameron et des Tories.

2016 Moins d'un mois après le référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, elle succède comme Premier ministre, le 13 juillet, à David Cameron, démissionnaire.

De deux ans son cadet, Philip May est issu, lui aussi, de la classe moyenne : son père est un commercial spécialisé dans la vente de chaussures. Le couple se découvre une passion pour le cricket et participe aux débats parfois loufoques organisés par les étudiants. Ils sont unis en 1980 dans l'église de Wheatley, dans l'Oxfordshire, où officie le père de la mariée. Celui-ci meurt quelques mois plus tard, dans un accident de voiture. La mère de Theresa, atteinte de sclérose en plaques, décède peu après.

Pour la jeune fille, alors âgée de 25 ans, le choc est terrible. Mais cette double épreuve la rapproche encore de son

époux : « C'est mon rocher », affirme-t-elle. Alors que Philip entame une carrière dans la finance, elle décroche un job dans le secteur bancaire et se jette à corps perdu dans sa vraie passion : « La politique m'a captivée, expliquera-t-elle ensuite. Cela semble terriblement banal, mais je voulais changer les choses. Je voulais participer au débat. » ➡

THERESA MAY

Quelques semaines avant le référendum, elle ne cachait pas son hostilité au Brexit



Soutenue par son époux

Elle a rencontré son futur mari, Philip, lors d'une soirée tory à l'université. Il est son « rocher », dit-elle. Marié depuis 1980, le couple n'a pas d'enfant.



Mordue de politique

Elue conseillère municipale en 1986, elle conquiert un siège de députée en 1997, tandis que Tony Blair et les travaillistes triomphent. Suivront treize années dans l'opposition.

Investie par la reine

Le 13 juillet 2016, Elisabeth II la nomme Première ministre alors que le Brexit risque de faire éclater le royaume.



► D'abord élue municipale, elle devient députée conservatrice en 1997, année du triomphe du travailliste Tony Blair. Suivront treize années dans l'opposition – une longue période qui a sans doute contribué à forger son opiniâtreté.

« Elle connaît le patriotisme de son électorat »

Sa circonscription de Maidenhead, à l'ouest de Londres, est à son image : le village de Sonning, où les May ont élu domicile, respire l'Angleterre éternelle, avec ses maisons coquettes et ses gazons impeccables – George Clooney et son épouse y possèdent un manoir du XVII^e siècle. Mais les apparences sont trompeuses. Proche de l'aéroport de Heathrow et de l'autoroute A4, la région a aussi attiré des entreprises internationales telles qu'Adobe ou BlackBerry. Voilà qui résume à merveille l'ambivalence de la Première ministre : elle accepte la mondialisation de l'économie, bien sûr, mais elle entend préserver le niveau de vie et la cohésion sociale du Royaume-Uni, quitte à instaurer un contrôle plus strict des frontières. Ce ne sera pas simple.

« D'instinct, Theresa May préfère les petites villes aux métropoles cosmopolites, relève Martin Wolf, économiste et chroniqueur respecté du *Financial Times*, le quotidien des affaires. Elle est issue de la classe moyenne anglaise, comme Margaret Thatcher, et sa vision est proche de celle d'un militant de base du Parti conservateur. Elle connaît le patriotisme de son électorat. Elle sait aussi ce que le mot recouvre, dans l'esprit des nombreux Britanniques qui vivent à l'écart de Londres et de la City. Réduire l'immigration et prendre des mesures qui déplairaient aux milieux d'affaires ne lui

posera aucun problème. Pour autant, elle n'est pas une partisane acharnée du Brexit, comme les idéologues de droite qui nous prédisent un avenir radieux à la singapourienne ! Résultat : elle se trouve bel et bien au centre du Parti conservateur tel qu'il est actuellement. »

Parvenue au pouvoir grâce au Brexit, Theresa May n'a pas le choix : elle doit mettre en œuvre la sortie de l'Union européenne – un processus qu'elle compte lancer avant la fin du mois de mars 2017. Sa tâche sera facilitée par l'inanité de l'opposition : le leader du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, est beaucoup trop à gauche pour fédérer les voix du centre. Quant aux xénophobes du Ukip, ils se consomment en querelles intestines. La grande difficulté, pour la chef du gouvernement, consistera à maintenir l'unité de son propre parti. Mais les conservateurs ont toujours fini par surmonter leurs différends idéologiques, au point que le pragmatisme est devenu leur marque de fabrique. « Je crois que rien n'arrêtera le Brexit et je le regrette, soupire Martin Wolf, car je n'en attends rien de bon. "Aucun plan de bataille ne survit au-delà du premier contact avec l'ennemi", disait Helmuth Karl Bernhard von Moltke,

Sa grande difficulté consistera à maintenir l'unité de son propre parti

chef d'état-major de l'armée prussienne. Nos interlocuteurs européens nous feront payer notre audace. Et ils en déduiront, comme moi, que Charles de Gaulle avait sans doute raison. Les Britanniques ne se perçoivent pas comme un peuple européen. »